

L'Essentiel d'Aide et Action 2009



AEA - Tristan Sicard

Nous avons enregistré, il y a quelques semaines, le renouvellement de notre agrément par le Comité de la Charte pour un Don en Confiance, selon une procédure standard puisque nous étions dans

l'année du renouvellement. Cette année le Comité a également demandé aux associations membres de présenter leur Compte Emploi Ressource - CER, sous une nouvelle forme harmonisée, baptisée L'Essentiel. Elle remplace le Bilan annuel et intègre de nouveaux points comme le rappel de la mission, le modèle économique ou bien encore l'utilisation des réserves. C'est cette nouvelle présentation que vous découvrirez aujourd'hui. Bien sûr, nous reviendrons vers vous avec une seule publication de nos comptes sous la forme de l'Essentiel au mois de juillet prochain, après approbation des comptes par l'assemblée générale d'Aide et Action.

Comme vous le voyez, 2010 est une année importante pour Aide et Action à de nombreux titres. Nous sommes à la veille de célébrer les 30 ans de notre association. Nous préparons le lancement de nos 3^{ème} Etats Généraux (ETG), sorte de forum international de l'éducation avec nos bénévoles, salariés, partenaires et acteurs de nos programmes. Ces ETG amèneront à l'organisation du Congrès, fondation et aboutissement de l'internationalisation d'Aide et Action. Pour cela, dès ce mois de décembre 2010, Aide et Action France propose une évolution de ses statuts à son assemblée générale.

Je vous souhaite une bonne lecture et, avec un peu d'avance, de très bonnes fêtes de fin d'année.

Jacques Lemaréchal
Président d'Aide et Action France

Notre mission : l'éducation

Aide et Action a été créée en 1981. Organisation de solidarité internationale, spécialisée dans l'éducation pour le développement elle est présente en 2009 dans 22 pays, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine - Caraïbes et en Europe. Au travers d'une centaine de programmes, avec ses partenaires, elle contribue à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation de près de trois millions d'enfants et d'adultes. Agréée par le Comité de la Charte pour un don en confiance, reconnue d'utilité publique, l'association est soutenue par près de 63 000 parrains et donateurs. Agréée par le Ministère français de l'éducation nationale, elle agit pour un monde où la dignité est assurée pour toutes et tous, grâce à l'éducation, levier du développement humain. Libre de toute attache politique et religieuse, notre engagement et nos actions sont fondés, avant tout, sur les valeurs de liberté, respect, solidarité, équité et intégrité.

Modèle économique de l'association

En adéquation avec ses valeurs et notamment celles d'équité et de solidarité, Aide et Action se développe sur un principe de mutualisation de ses moyens financiers. C'est ainsi un principe fort du modèle économique de l'association, confirmé par une résolution votée en Assemblée Générale Extraordinaire le 24 novembre 2004.

La mutualisation concerne tous les dons à l'exception de ceux affectés spécifiquement à un projet, affectation alors formalisée par un accord entre le donateur et l'association. Ce principe permet ainsi de répartir les autres ressources dans le temps entre les projets et les activités au regard des besoins. Dans le cas du parrainage par exemple, le montant minimum demandé à un parrain est le même quel que soit le coût du projet suivi. C'est l'ensemble des dons mutualisés qui sont ensuite redistribués entre tous les projets, en complément ou non de financements directs obtenus par ailleurs. L'allocation de ces fonds mutualisés fait l'objet d'une concertation entre les entités membres d'Aide et Action International dans le cadre de l'élaboration des plans d'actions. Ces plans d'actions sont proposés par chaque région et validés par l'instance de gouvernance d'Aide et Action International.

Politique de réserves

L'association a constitué, au fil des années, des réserves en fonds associatifs pour lui permettre de garantir la continuité de sa mission sociale. Ces fonds associatifs constituent un socle financier pour faire face à une baisse imprévue de la collecte issue du public et assurer nos engagements en cas de dissolution de l'association (4 mois de masse salariale notamment). Un plancher de réserve est ainsi calculé chaque année en fonction de l'activité et porte le minimum souhaité en 2010 à 7,3 millions d'euros. Le niveau des réserves en début d'année était de 8 millions d'euros. Par ailleurs et dans des situations exceptionnelles d'urgence (liées par exemple à des catastrophes naturelles), le Conseil d'Administration peut décider de débloquer une partie de ces fonds associatifs pour financer un projet d'urgence.

Emploi des ressources

En 2009, Aide et Action a continué à assurer son rôle et sa mission auprès des plus démunis. Malgré une baisse de notre collecte, notamment auprès des bailleurs institutionnels, nos dépenses de l'année atteignent 28,4 millions d'euros, une progression de plus de 15% par rapport à 2008. Nos actions liées à notre mission sociale, en France comme à l'étranger, s'élèvent à 22,7 millions, soit 79,9% de nos dépenses totales. Ces dépenses ont été financées par la collecte enregistrée en 2009 mais également grâce à l'utilisation des fonds collectés les années précédentes mais non encore utilisés.

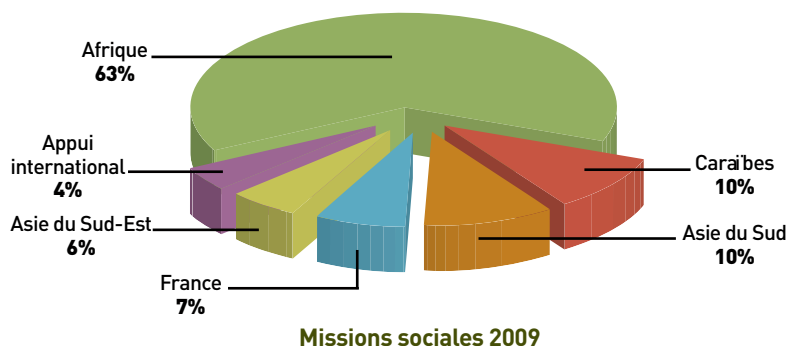
RATIOS D'EMPLOIS

Afin de refléter fidèlement l'affectation des dépenses effectuées, les ratios sont calculés sur la base du total des fonds utilisés (hors fonds dédiés et provisions), conformément à l'arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement du CRC (Comité de la réglementation comptable) sur le compte d'emploi des ressources (CER).

MONTANT EN MILLIERS D'EUROS	2009	
Missions sociales	22 700	79,9%
Frais de recherche de fonds	3 230	11,4%
Frais d'information et de communication	489	1,7%
Frais de gestion	1 572	5,5%
Autres frais divers de fonctionnement	436	1,5%
TOTAL	28 427	100,0%

MISSIONS SOCIALES

La part des emplois de l'exercice consacrée aux missions sociales s'élève à 79,9% des dépenses engagées dans l'année. 22,7M€ ont été alloués à la conduite de notre mission sociale. En valeur absolue, on observe donc une hausse de ces emplois, notamment en Afrique (+24,6%) avec la conduite de deux grands projets au Niger et à Madagascar, en Amérique Latine et Caraïbes (+12,3%) et en Asie du Sud-est (+8,5%). En France, les activités menées sur les projets éducatifs dans le Val d'Oise, ainsi que celles liées à la sensibilisation du public sur le droit à l'accès pour tous à une éducation de qualité, se sont également développées.



FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

La part des emplois consacrée à la collecte s'élève à 11,4% en 2009, soit un montant de 3,2M€. Cet investissement dans la recherche de fonds reste indispensable pour assurer le maintien de nos ressources collectées. La recherche et la mise en place d'une stratégie innovante doivent nous permettre de maîtriser les impacts de la crise économique internationale et repartir vers une croissance de nos ressources dans les années à venir.

■ FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

La part des emplois consacrée à l'information et à la communication institutionnelle s'élève à 1,7%. Ces frais totalisent 489K€.

■ FRAIS DE GESTION

La part des emplois consacrée à la gestion s'élève à 5,5%. Ces frais représentent principalement les frais de pilotage, de suivi et de contrôle des activités tant au niveau international que national. Cette part, demeurant modérée, traduit la volonté de l'association de maîtriser ces frais de structure, tout en préservant la qualité des missions sociales qu'elle mène à travers le monde.

■ AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Ces autres frais de fonctionnement représentent 1,5% des dépenses engagées dans l'année, et sont constitués des charges financières et des charges exceptionnelles, charges concernant les exercices antérieurs.

Missions sociales

Afrique

FOCUS PROJET : EDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA VALLÉE D'IMLIL AU MAROC

- **Date de démarrage** : janvier 2009
- **Durée prévue** : 5 ans
- **Coût du projet** : 1 795 648 euros
- **Lieux d'intervention** : Vallée d'Imlil, région de Marrakech, secteurs d'Asni, Ouassaft et Imlil

Démarré en novembre 2007, avec l'association locale RIM (Relais instruction éducation Maroc), ce projet planifié sur 5 ans, a pour objectif la mise en œuvre d'un projet global d'éducation pour le développement de l'ensemble de la vallée d'Imlil. Les actions entreprises, qui prennent en compte les besoins spécifiques et les priorités des habitants, sont, par ailleurs, cohérentes avec les orientations des partenaires institutionnels, notamment le plan d'urgence pour l'éducation annoncé en 2008 par l'Etat marocain.

L'analyse de contexte menée par Aide et Action en 2008 a montré que la région est désavantagée en matière d'accès à l'éducation : le taux brut de scolarité des enfants de 3 à 5 ans est de 27% dans la vallée, alors que la moyenne régionale est 55%. Fin 2008, 73% des 4-5 ans (soit 523 enfants) n'avaient pas accès à l'enseignement préscolaire et, sur 10 enfants entrant à l'école primaire, seuls 4 finissaient le cycle, parfois sans savoir lire ni écrire.



BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Pays d'intervention** :
 - 11 (Bénin, Burkina, Niger, Togo, Guinée, Mali, Sénégal, Maroc, Tanzanie, Madagascar et Comores)
- **Nombre de salariés** : 245 (dont 68% sur des projets)
- **Nombre de projets** : 33 Projets
- **Thématiques abordées** :
 - accès et qualité de l'éducation (21 projets)
 - éducation des filles et des femmes (3 projets),
 - éducation à la santé (4 projets),
 - urgence et post-urgence (1 projet),
 - éducation à la vie (2 projets),
 - petite enfance (1 projets),
 - éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale (1 projet)
- **Nombre d'écoles et de personnes concernées** (enfants et adultes) : + de 2 millions d'enfants ; plus de 8 000 écoles
- **Financements institutionnels** : Agence française de développement (AFD), UNICEF, USAID, Union européenne, Bureau international du travail, ministères de l'Education nationale (Bénin et Burkina Faso), Danida, Organisation Inter-Eglises de Coopération au Développement (ICCO, Pays Bas), Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), Programme international pour l'abolition du travail des Enfants - Bureau International du Travail (IPEC-BIT), Lux-Dev.
- **Budget 2010** : 8 431 k€

Amérique latine

FOCUS PROJET :

FAMILLES, CHERCHEURS ET TRAVAILLEURS SOCIAUX MOBILISÉS AUTOUR DE LA PETITE ENFANCE (RÉPUBLIQUE DOMINICAINE)

- **Date de démarrage :** 01/06/07
- **Durée prévue :** 36 mois
- **Coût du projet :** 146 572 euros
- **Lieu d'intervention :**

Elias Piña, Jimani et Pedernales



L'organisation des observatoires communautaires de la petite enfance, initiée par Aide et Action avec l'université ibéro-américaine UNIBE, le secrétariat d'Etat à l'éducation et diverses organisations et autorités locales, est située dans les municipalités frontalières d'Elias Piña, Jimani et Pedernales.

Ces trois observatoires visent à mieux connaître les pratiques des familles dans le domaine de la petite enfance. L'objectif final est d'influencer et d'affiner les politiques locales et nationales dans ce domaine, mais aussi d'aider les familles à favoriser le développement de leurs propres enfants. Cette étude doit, à terme, permettre de réduire le risque de mortalité et morbidité infantiles en zones frontalières dominico-haïtienne.

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention :** 2 (Haïti et République dominicaine)
- **Nombre de salariés :** 18
- **Nombre de projets :** 9
- **Thématiques abordées :** 6
 - Education inclusive (2 projets)
 - Éducation au Développement Durable et à la Citoyenneté Mondiale (2 projets)
 - Petite Enfance (2 projets)
 - Migration (1 projet)
 - Accès et qualité de l'éducation (1 projet)
 - Urgence et post-urgence (1 projet)
- **Nombre d'écoles concernées :** 193
- **Nombre de personnes concernées :** 19 550 (dont 13 000 enfants)
- **Financements institutionnels :** 261 830 € (UE)
- **Budget 2010 :** 1 922 k€

Asie du Sud

FOCUS PROJET :

FAIRE RESPECTER LES DROITS DES FAMILLES MIGRANTES EN INDE

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention :** 3 (Inde, Népal, Sri Lanka)
- **Nombre de salariés :** 474
- **Nombre de projets :** 52
- **Thématiques abordées :** 9
 - Accès et qualité de l'éducation (projets)
 - Education inclusive (projets)
 - Petite enfance (projets)
 - Education des filles et des femmes (projets)
 - Urgence et post-urgence (projets)
 - Education au développement durable et à la citoyenneté
 - Education à la vie
 - Migration
 - Education à la santé
- **Nombre d'écoles impliquées :** 1598
- **Nombre de personnes concernées :** 754 000 (dont 712 000 enfants)
- **Financements institutionnels :** 2 (Commission européenne)
- **Budget 2010 :** 5 110 k€

- **Date de démarrage :** 01/01/10
- **Durée prévue :** 36 mois
- **Coût du projet :** 21 585 euros
- **Lieux d'intervention :** les districts de Balangir, Bargarh et Nuapada dans l'état d'Odisha en Inde



2009 a été consacrée au renforcement des initiatives lancées dans le domaine de l'éducation des enfants de familles migrantes. La région compte 30 millions de migrants, déplacés pour des raisons diverses (économiques, politiques, culturelles, etc.), et exposés à la pauvreté et à la déscolarisation. Les changements, notamment économiques, que connaît la région affectent ces familles. C'est pourquoi il est essentiel pour ces populations d'avoir connaissance de leurs droits. Aide et Action a entamé un travail de plaidoyer auprès du gouvernement et des organisations de la société civile. Une approche, plus « terrain » a été entamée en 2006 dans le district de Kanchipuram, dans l'Etat du Tamil Nadu, auprès des familles des travailleurs des chantiers de construction. En 3 ans, le projet a permis de toucher 1 836 personnes, dont 651 enfants, répartis sur 28 sites. En 2009, un recensement des enfants (scolarisés et non scolarisés) a été réalisé : 52 enfants, ayant abandonné l'école, ont pu être rescolarisés dans des pensions, où ils ont suivi le programme scolaire dans leur langue maternelle.

Asie du Sud-Est



FOCUS PROJET : AIDER LES ENFANTS DES RUES À SE RECONSTRUIRE (LAOS)

- Date de démarrage : 2008
- Durée prévue : 2 ans
- Coût du projet : 190 786 euros
- Lieux d'intervention : Vientiane

A Vientiane, capitale du Laos, le nombre d'enfants des rues a considérablement augmenté ces dernières années. Les dangers qui les entourent sont nombreux : prostitution, abus sexuels, toxicomanie, trafic d'êtres humains, etc. Il est crucial pour eux d'acquérir les compétences de base pour sortir du cycle de la pauvreté. Chaque année, presque 500 enfants des rues se construisent une nouvelle vie dans le centre géré par Aide et Action et son partenaire local Peuan Mit. Le programme est en cohérence avec la politique menée par le gouvernement laotien dans le secteur éducatif pour la période 2009-2015. Le projet a cinq composantes principales : approche des enfants vivant dans les rues, formation générale et professionnelle, suivi médical, réintégration des enfants dans les familles et dans les écoles.

BREF APERÇU AU NIVEAU RÉGIONAL

- Nombre de pays d'intervention : 5
(Laos, Cambodge, Chine, Vietnam et observatoire au Myanmar)
- Nombre de salariés : 36
- Nombre de projets : 18
- Thématiques abordées : 5
 - Accès et qualité de l'éducation (5 projets)
 - Education inclusive (3 projets)
 - Petite enfance (6 projets)
 - Education des filles et des femmes (2 projets)
 - Urgence et post-urgence (2 projets)
- Nombre d'écoles impliquées : 312
- Nombre de personnes concernées : 100 687
(dont 49 170 enfants)
- Financements institutionnels : 5
(Australian Red Cross/AusAID, Commission européenne, OIT, Unesco, Comités de la CME (Laos et Cambodge))
- Budget 2010 : 1 568 k€



Europe

FOCUS PROJET : LE « 100% JUNIOR »

- Date de démarrage : septembre 2009
- Durée prévue : 12 mois
- Coût du projet : 52 000 euros
- Lieu d'intervention : Villiers-le-Bel (Val d'Oise, France)

Dans le cadre de l'action éducative menée par l'association auprès d'écoles du département du Val d'Oise, l'association a lancé en septembre 2010 un projet pédagogique avec une école de la ville de Villiers-le-Bel autour de la création d'un magazine « 100% Junior ».

Le travail mené dans le cadre du « 100% Junior » permet à l'équipe enseignante de Jean-Jaurès de construire un projet d'école qui l'ouvre sur le monde. Le directeur de l'école souligne ainsi que « pour les enseignants, c'est un outil pédagogique innovant et fédérateur pour travailler sur le programme scolaire mais aussi pour développer la prise de parole, l'écoute et le respect ». Tous les élèves ont ainsi eu l'occasion de découvrir le métier de journaliste et de réfléchir aux enjeux de l'éducation dans le monde. Grâce aux échanges de courriers et de courriels avec des classes situées dans les pays où d'Aide et Action intervient, les enfants ont découvert la vie et la scolarité d'autres élèves du monde. Ce projet d'école a également permis à de nombreux écoliers de gagner en maturité et de prendre confiance en eux. Les parents ont aussi manifesté de l'intérêt pour cette aventure en constatant à quel point le « 100% Junior » permettait de valoriser le travail de leurs enfants. Pour les professeurs, enfin, le projet s'avère être un support pédagogique original au moyen duquel ils travaillent sur des matières comme la lecture ou l'écriture tout en abordant des sujets plus complexes d'histoire, de sciences et de culture générale.

BREF APERÇU AU NIVEAU RÉGIONAL

- Nombre de pays d'intervention : 2
(France et Suisse)
- Nombre de salariés : 51
- Nombre de projets : 2
- Thématique abordée :
 - Qualité de l'éducation
 - Education au développement durable et à la citoyenneté mondiale
- Nombre d'écoles impliquées : 10
- Nombre de personnes concernées : 17 195
- Budget 2010 : 5 321 K€

Origine des ressources

Le montant des ressources en 2009 s'élève à 24,6M€, dont 64% (57% en 2008) proviennent de la collecte auprès du public. La baisse des ressources totales enregistrée cette année est principalement due à la fin de grandes conventions avec des bailleurs institutionnels, la collecte auprès du public enregistrant une baisse modérée de 1,9%.

COLLECTE AUPRES DU GRAND PUBLIC

En Europe

La stratégie de développement des ressources auprès du grand public se poursuit par la mobilisation de nouveaux parrainages, qu'ils soient individuels, collectifs ou tout simplement sur la cause de l'éducation.

Cette collecte est portée par différentes opérations de marketing direct telles que la collecte de rue en France ou des opérations de mailing en Suisse. Le contexte économique dans le monde et en Europe a rendu plus difficile ces opérations de mobilisation du grand public en augmentant les coûts de recrutement des nouveaux parrains et fragilisant la situation de certains d'entre eux contraints d'abandonner cette relation solidaire. 2009 a ainsi été l'occasion de renforcer d'autres dispositifs de mobilisation du grand public, comme la campagne « Mon Défi pour l'éducation » largement portée par nos équipes locales bénévoles, et de se lancer dans de nouvelles formes de mobilisation construites autour de l'outil internet.

Autres expériences dans le monde

L'Asie a été en 2009 le berceau de nouvelles expérimentations de collecte auprès du grand public. Suite au recrutement de spécialistes de collecte de fonds à Hong Kong en 2008 et en Inde en 2009, des campagnes de communication et de mobilisation ont pu être initiées dans ces deux pays à fort potentiel.

COLLECTE DE GRANDS DONNÉS (PARTICULIERS, ENTREPRISES ET FONDATIONS)

En Europe

Le travail auprès des entreprises et fondations s'est poursuivi en France comme en Suisse. Si la stratégie a permis d'augmenter légèrement la collecte auprès de ces cibles, elle a surtout permis d'augmenter sensiblement notre portefeuille de partenaires (26 nouveaux partenaires et 25 partenaires fidélisés).

Autres expériences dans le monde

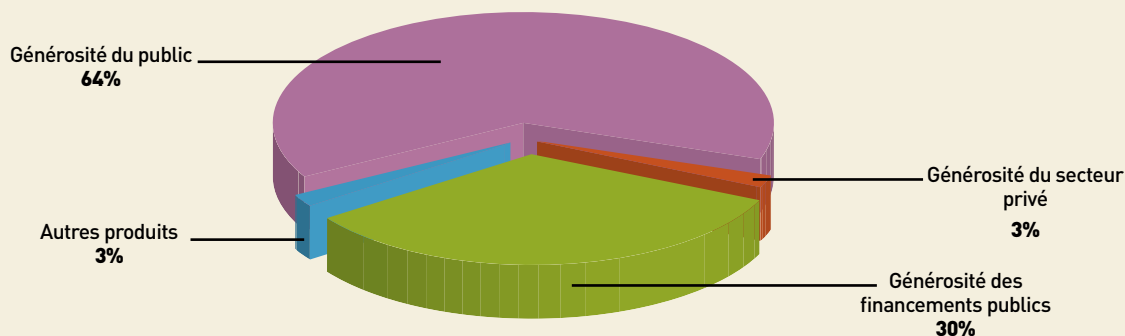
L'année 2009 a permis de donner tout son sens à l'existence d'une filière internationale traitant des grands dons. Ainsi, au-delà du développement des relations avec les entreprises, cette approche internationale a par exemple permis de tisser des liens étroits avec différentes entités de l'entreprise Orange en France, en Guinée ou en République dominicaine.

FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

Les bailleurs institutionnels ont été encore très présents en 2009 pour soutenir des projets d'envergure menés par Aide et Action. Les financements institutionnels ont toutefois connu une baisse de 31,4% par rapport à 2008 du fait notamment de l'arrêt de grosses conventions antérieures.

Au total, les ressources de l'association (hors ressources affectées et non encore utilisées) diminuent de 12,8%, passant de 28 197K€ en 2008 à 24 586K€ en 2009. Celles issues de la générosité du public (parrainage et autres dons privés) sont en légère baisse (15 777K€ contre 16 083K€ en 2008). Elles représentent 64% des ressources de l'association contre 57% en 2008. Les partenariats d'entreprises sont stables à 655K€ contre 635K€ en 2008. Ils représentent 2,7% des ressources contre 2,3% en 2008. Les financements institutionnels ont connu une forte baisse en 2009 par rapport à 2008. Ils s'élèvent à 7 489K€ contre 10 918K€ en 2008, ce qui représente 30,5% des ressources (38,7% en 2008).

Les autres produits sont en hausse de 18,7%, passant de 560K€ à 665K€ en 2009, reflétant une hausse des produits exceptionnels concernant des exercices antérieurs constatés en 2009 à hauteur de 315K€.



Compte d'emploi des ressources AEA 2009

EMPLOIS	Emplois de 2009 = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public, utilisées en 2009 (3)		RESSOURCES	ressources collectées sur 2009 = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2009 (4)	
				Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		5 829 805	T1
1- MISSIONS SOCIALES	22 700 015	11 789 891	ST1	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	15 777 270	15 777 270	T2
1.1. Réalisées en France	1 579 988	1 568 253		1.1. Dons et Legs collectés	15 777 270	15 777 270	
Formation au dvpt du réseau bénévoles	16 477	16 355		■ Dons manuels NON affectés	15 309 339	15 309 339	
Projets en France	648 571	643 754		Parrainages	11 314 097	11 314 097	
Information et sensibilisation du public	914 940	908 145		Autres dons	3 567 572	3 567 672	
1.2. Réalisées à l'étranger	21 120 027	10 221 638		Collecté à l'étranger	427 571	427 571	
Actions réalisées directement	17 865 297	7 511 035		■ Dons manuels affectés	463 034	463 034	
■ Afrique dont :	14 393 482	4 743 613		Grands dons et autres dons	462 535	462 535	
Direction Afrique	707 844	431 912		Parrainages Tsunami	0	0	
Niger	2 874 536	395 593		Appels d'aide d'urgence (affecté)	499	499	
Togo	1 814 922	522 952		■ Legs et autres libéralités NON affectés	4 896	4 896	
Sénégal	1 278 048	651 275		■ legs et autres libéralités affectés	0	0	
Guinée	906 069	390 486		1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	0	0	
Bénin	806 621	365 628		Produits financiers (si à partir de fonds AGP)	0	0	
Burkina	907 312	234 734					
Tanzanie	389 213	371 956		2- AUTRES FONDS PRIVES	654 792		
Madagascar	3 929 803	903 398		■ Partenariats d'entreprises - dons non affectés	168 597		
Mali	513 746	218 040		■ Partenariats d'entreprises - dons affectés	468 696		
Maroc	265 368	257 639		■ Partenariats d'entreprises - tsunami	17 500		
■ Caraïbes dont :	2 225 237	1 776 858		3-SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	7 489 218		
Direction Caraïbes	658 862	569 512		Ministère des Affaires Étrangères français	994 746		
Haïti	960 681	642 274		Union européenne	974 017		
Urgence Haïti	81 044	75 608		Autres bailleurs de fonds institutionnels	5 399 214		
République dominicaine	524 650	489 462		Autres bailleurs de fonds institutionnels: Tsunami	121 242		
■ Asie du Sud-Est dont :	1 246 579	990 565		4- AUTRES PRODUITS	664 787		
Direction Asie du Sud-Est	110 666	90 732		■ Produits d'exploitation	196 384		
Programmes Cambodge, Vietnam, Laos	1 135 913	899 833		Cotisations	1 620		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	3 254 730	2 710 603		Vente des produits commerciaux	34 905		
■ Asie du Sud dont :	2 304 769	1 767 697		Vente produits accessoires	2 038		
Direction Asie du Sud	396 637	381 059		Abonnements	157 821		
Inde	1 364 787	1 025 635		■ Produits exceptionnels	315 076		
Urgence tsunami	543 346	361 003		■ Produits financiers (NON fonds AGP)	147 852		
■ Charges d'appui international	949 961	942 905		■ Autres produits	5 475		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	3 230 032	3 192 536	ST2				
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	2 358 891	2 321 395					
Dont frais de traitement des dons	402 764	402 764					
Dont frais de traitement des dons tsunami	997	997					
Dont frais de collecte des dons	1 915 885	1 915 885					
Dont frais de collecte des dons tsunami	38 299	804					
Dont frais d'appel et de traitement des Legs	945	945					
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés	829 046	829 046					
2.3. Charges liées à la recherche de subventions	42 095	42 095					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 496 749	1 721 036	ST3				
Dont Frais d'information et de communication	488 897	434 196					
Dont Frais relevant des autres activités	41 539	0					
Dont Frais de fonctionnement	1 875 454	1 286 840					
frais de gestion	1 572 241	1 286 840					
frais de gestion tsunami	0	0					
Dotations aux amortissements	82 353	0					
frais financiers	211 265	0					
Impôts et taxes	9 594	0					
Dont charges exceptionnelles	90 860	0					
Montant des ressources collectées et utilisées sur l'exercice	16 703 463	16 703 463	T3 ST1+ST2+ST3				
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	28 426 797			I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	24 586 067		
II - DOTATION AUX PROVISIONS	503 100			II - REPRISE DES PROVISIONS	632 348		
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	3 201 447			III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURES	6 101 748		
				IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC	50 603		T4
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE				V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	811 181		
V - TOTAL GENERAL	32 131 344			VI - TOTAL GENERAL	32 131 344	15 827 873	= T2+T4
V - part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		321 266	T5				
VI - neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		25 951	T5 bis				
VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		16 998 778	T6+T3 +T5+T5bis	VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		16 998 778	= T6
				Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice		4 658 900	T7+T1 +T2+T4-T6

UTILISATION DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC:

En 2009, 100% des ressources collectées auprès du public (15 777K€) ont été dépensés. Afin d'assurer le financement de l'ensemble de l'activité de l'année et la continuité de notre mission sociale dans un contexte économique défavorable aux populations les plus démunies, ces fonds ont été complétés par les ressources collectées auprès du public des années précédentes (1 222K€). Ces ressources (16 999K€) ont donc financé 59,8% des emplois, et ce à hauteur de 11 790K€ pour la mission sociale, de 3 193K€ pour les frais de recherche de fonds, de 1 721K€ pour les frais de fonctionnement et 295K€ des immobilisations de l'exercice.

Bilan au 31 décembre 2009

	2009				2008		2009		2008	
	Brut	Amort.	Prov.	Net			Net			
ACTIF					2009	2008			2009	2008
ACTIF IMMOBILISE										
Immobilisations incorporelles	439 357	428 844	10 513	94 455				8 866 724	9 577 270	
Logiciels informatiques	439 357	428 844	10 513	18 879						
Avance et acompte sur immobilisations incorporelles	0	0	0	75 576						
Immobilisations corporelles	6 453 354	4 233 504	2 219 850	2 400 044						
Terrain	609 796	0	609 796	609 796						
Construction	1 405 633	349 138	1 056 495	1 084 589						
Construction sur sol d'autrui	202 749	170 371	32 378	42 509						
Installations, agencements	531 974	379 563	152 411	138 603						
Matériel de transport	1 996 728	1 779 681	217 046	312 573						
Matériel et mobilier de bureau	765 665	677 896	87 769	110 237						
Matériel informatique	886 028	822 717	63 311	95 889				616 490	584 363	
Matériel et outillage	47 416	47 134	282	2 304				673 354	592 480	
Immobilisation corporelle en cours	0	0	0	2 895						
Avance et acompte sur immobilisations corporelles	0	0	0	363						
Autres immobilisations	7 366	7 005	361	285						
Immobilisations financières	1 026 959	2 799	1 024 161	1 000 411				4 524 059	7 424 360	
Prêt au personnel	20 648	0	20 648	22 121						
Prêt Suisse	815 000	0	815 000	825 000						
Dépôts et cautionnements	86 740	2 799	83 941	55 260						
Prêts et autres	104 572	0	104 572	98 030						
Total I	7 919 670	4 665 147	3 254 524	3 494 910				5 813 903	8 601 203	
ACTIF CIRCULANT										
Stocks et encours	144 462	31 458	113 004	138 205						
Avances et acomptes versés sur commandes	139 749	0	139 749	269 328						
Autres créances	1 608 502	261 949	1 346 552	1 295 019						
Valeurs mobilières de placement	6 013 310	259 974	5 753 336	6 180 856						
Disponibilités	2 893 794	0	2 893 794	4 057 724						
Financements institutionnels	7 564 884	69 302	7 495 582	9 305 939						
Produit à recevoir	4 603	0	4 603	6 743						
Charges constatées d'avance	1 091 844	0	1 091 844	4 057 898						
Total II	19 461 147	622 683	18 838 464	25 311 711				8 834 495	11 821 308	
Compte de régularisation										
Ecart de conversion actif (III)	673 354	0	673 354	592 480				62 399	109 867	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	28 054 170	5 287 830	22 766 340	29 399 102				22 766 340	29 399 102	
PASSIF										
FONDS ASSOCIATIFS										
Capitaux propres*										
Excédent ou insuffisance en attente d'affectation								- 811 181	- 710 546	
Total I								8 055 543	8 866 724	
FONDS POUR RISQUES DE CHARGES ET DE CHARGES										
Provision pour risques et charges								616 490	584 363	
Provision pour risques de change								673 354	592 480	
FONDS DÉDIÉS								4 524 059	7 424 360	
Total II								5 813 903	8 601 203	
DETTES										
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits										
Dettes fournisseurs et comptes rattachés								2 528 176	4 875 751	
Autres dettes								77 477	157 703	
Dettes fiscales et sociales								979 072	912 706	
Produits constatés d'avance								5 249 770	5 875 148	
Total III								8 834 495	11 821 308	
Compte de régularisation										
Ecart de conversion passif (IV)								62 399	109 867	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)								22 766 340	29 399 102	

* En 2009 il a été décidé de ne plus faire de distinction entre fonds de développement et fonds d'aide d'urgence

CERTIFICATION DES COMPTES

Nos comptes ont été certifiés par le Cabinet Ernst & Young et Autres, membre de l'organisation internationale Ernst & Young. A cette fin, le Cabinet Ernst & Young et Autres est intervenu en France pour la révision de l'intégration de l'ensemble des comptes de l'association aux comptes français. Les comptes en régions ont également été révisés par les différents membres de l'organisation internationale Ernst & Young ainsi que par le cabinet Judex Avignon en Amérique latine et Caraïbes et le Cabinet Mpanzana à Madagascar.

Aide et Action est agréée par le Comité de la Charte. Le Comité de la Charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. (www.comitecharte.org)